



Crise de la Culture

27 mai 2026

Comme les autres ministères, celui de la Culture subit une forte austérité budgétaire. Aux baisses du budget du ministère s'ajoutent l'austérité dans le financement de la culture de plusieurs régions, de nombreux départements et de communes surtout celles remportées par des majorités d'extrême droite et de droite. La disparition des festivals, la fermeture de théâtres, de musées, d'associations culturelles et de centres d'animations culturels se multiplient...

Cela vient s'ajouter à la disparition depuis plusieurs années de centaines de maisons des jeunes et de la culture. Partout, sur tout le territoire les lieux de culture et d'exercice de l'art disparaissent. Plus étonnant même le patrimoine : châteaux, vestiges, églises et autres ne sont pas épargnés par les coupes budgétaires...

Les communes d'extrême droite et de droite font même des coupes budgétaires pour la culture un argument électoral et privilégient le financement de tout ce qui relève de la sécurité...

Ce désengagement généralisé de l'Etat et des collectivités locales laisse alors un boulevard à des financiers privés qui ont un intérêt pour la culture très orienté, tels que les Philippe de Villiers et son Puy-du-Fou, ou Stérin qui finance par le biais d'une agence l'association *Les plus belles fêtes de France*, ou encore Ladreit de Lacharrière qui avec Fimalac investit dans l'industrie culturelle, a racheté plusieurs théâtres parisiens et qui avec et sa fondation Culture & Diversité aide des jeunes d'origine modeste.

Au sommet de ces financeurs prédateurs trône Vincent Bolloré qui depuis des années vampirise la culture, le cinéma, l'édition, les médias et dont les fervents défenseurs : intellectuels, écrivains, écrivaines, acteurs, actrices, etc. désormais directement concernées par sa main-mise semblent se réveiller et découvrent un peu tard ce que nous dénonçons depuis des années.

Comme partout ailleurs, le recul du secteur public marque la fin de la culture pour tous et toutes, remplacée par une culture financée et orientée par et pour des intérêts financiers et idéologiques.

Nous ne voulons pas d'une culture seulement accessible à celles et ceux qui peuvent se la payer et nous voulons encore moins d'une culture accessible seulement parce qu'elle sert des intérêts privés en diffusant les valeurs d'une idéologie capitaliste et d'extrême droite.

Il est temps de repenser le financement de la politique culturelle notamment en supprimant les exonérations et dégrèvements d'impôts qui ne profitent qu'aux riches, et il faut au contraire taxer les riches pour permettre le financement d'une véritable politique publique favorisant la culture pour toutes et tous, et l'éducation populaire.